

Firouzeh Nahavandi (éd)

L'Iran

dans le monde

Centre de l'Asie
Moyen-Orient

L'Harmattan

- ⁷ Ben Gedalyahu, T., (2012) Exit polls: Obama won 69% of Jewish vote, www.israelnationalnews.com.
- ⁸ Marshall, T., (2012) "Why Israel is unlikely to act alone against Iran", *The Jewish Chronicle Online*, London.
- ⁹ Bien que des parkings souterrains aient été transformés en abris au cours de l'année 2012.
- ¹⁰ Israël airstick on Iran would not cause radioactive disaster, say experts, *Haaretz*, 2012.

L'Iran et le Levant

Dans les sables mouvants de la crise syrienne

Elena Aoun

Introduction

S'inscrivant dans la continuité d'une histoire houleuse, les années 2010 s'ouvrent pour l'ensemble du Moyen-Orient, système « pénétré »¹ par excellence, sur une période de grande turbulence. Les différents épisodes de ce qu'il est convenu d'appeler le « printemps arabe » ont montré la fragilité des régimes autoritaires de la région, longtemps perçus comme indélogeables, et recèlent un potentiel de bouleversement profond qui inquiète à plus d'un titre². Ils ouvrent en fait la boîte de Pandore dans un contexte régional déjà fortement éprouvé par des éléments aussi divers que les impasses du processus de paix israélo-arabe, les conséquences multiples de la guerre américaine en Irak, le raidissement du bras de fer entre la communauté internationale et l'Iran autour du programme nucléaire de ce dernier, ou encore les crises successives que le Liban, caisse de résonance régionale, traverse depuis 2004. L'impression d'ensemble est celle d'un déplacement des plaques tectoniques, qu'elles soient politiques, stratégiques, sociales ou économiques, sans qu'il soit déjà possible d'en mesurer précisément l'importance ou la direction. Dans cette conjoncture mouvante, tous les paramètres relatifs aux relations entre l'Iran et le Levant sont en mouvement, et l'analyse manque de balises solides sur lesquelles s'appuyer. L'une des rares prédictions qu'il soit raisonnablement possible de faire est que les (dés)équilibres qui vont émerger dans les mois, voire les années à venir, seront déterminants pour l'évolution des relations de l'Iran avec les acteurs du Levant et sa place dans la région.

En dépit de ces difficultés, il est intéressant de revenir sur le *status quo ante* et de passer en revue les évolutions en cours, non pas pour établir des pronostics mais pour tenter d'appréhender l'incidence, déjà perceptible, des transformations régionales et les enjeux qu'elles comportent. Traditionnellement, les relations Iran-Levant avaient pour principales focales le conflit israélo-arabe dont la diplomatie américaine a tendu à monopoliser la gestion dès les années 1970 et le jeu des alliances et des rivalités qui en découlent. La crise syrienne qui débute en mars 2011 apporte une dimension tout à fait nouvelle qui recoupe ces focales sans s'y résumer. En effet, si la situation en Syrie menace un allié précieux de Téhéran dans la lutte indirecte contre les États-Unis et Israël, les implications qu'elle a vont bien au-delà, notamment en matière d'équilibres régionaux et d'insertion de l'Iran dans son environnement. Partant, l'hypothèse formulée ici est que, depuis l'éruption du « printemps arabe » et de la crise syrienne en particulier, l'Iran assiste à la perte des avant-postes de son *hard power* et contribue, par ses propres orientations diplomatiques, à l'érosion de son *soft power*. Pour résumer l'analyse de Nye, le *hard power* est compris ici comme la capacité d'un acteur à affecter le comportement des autres par l'usage de la coercition, positive ou négative (les carottes ou les bâtons), tandis que le *soft power* est entendu comme un pouvoir d'attraction à travers lequel un acteur amène les autres à s'aligner sur lui³. Conséquence de cette double évolution, la capacité de l'Iran à influencer les évolutions au Levant et à s'y maintenir comme acteur de poids risque de s'en trouver considérablement réduite.

Après quelques précisions sur les contours du Levant, la première partie reviendra sur les origines et le sens de l'alliance qui s'est forgée entre la République islamique et les acteurs arabes de l'est méditerranéen. La suivante cherchera à montrer comment l'ensemble des jeux régionaux des deux dernières décennies avait plus ou moins favorisé une montée en puissance de l'Iran dans cet espace en termes de *hard* et de *soft power*. S'intéressant à la période qui s'ouvre avec le « printemps arabe », la troisième partie se focalisera sur le faisceau d'éléments qui indiquent un recul substantiel de la République islamique au Levant suite à l'aggravation de la situation en Syrie, tandis que la conclusion reviendra sur les conséquences possibles pour l'Iran en tant qu'acteur significatif de la région.

Retour sur l'alliance entre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah

Le Levant, terme désuet largement remplacé par « Proche-Orient », désigne l'espace qui borde la côte est de la Méditerranée. Au moment du départ de l'empire ottoman par la France et la Grande-Bretagne durant la Première Guerre mondiale, cet espace correspondait peu ou prou à la Syrie et la Palestine mandataires. Concrètement, il s'agit aujourd'hui de la Syrie et du Liban ainsi que d'Israël, des territoires palestiniens et de la Jordanie⁴. Cette dernière mise à part⁵, les quatre autres entités constituent le noyau gorgien du conflit israélo-arabe, aucun processus de paix entre Israël d'une part, les trois autres acteurs d'autre part, n'ayant jamais abouti. L'Iran est géographiquement éloigné de cet ensemble, ne partageant en fait de frontières avec aucun des États concernés. Néanmoins, après la révolution islamique, le régime iranien s'est saisi de la question israélo-arabe et s'est imposé comme l'un des détracteurs les plus virulents de l'État hébreu et, surtout, de son soutien américain. À la faveur des développements géopolitiques du début des années 1980, il va parvenir à se projeter aux portes d'Israël au travers d'une alliance avec la Syrie d'une part, et d'autre part, avec le Hezbollah libanais qu'il contribue à faire naître. En résulte un axe Téhéran-Damas-Hezbollah, auquel se raccrochent de manière fluctuante certains groupes palestiniens, et qui démontre aujourd'hui, à la faveur de la crise syrienne, sa solidité.

La commune appartenance à l'islam chiite est l'un des premiers facteurs traditionnellement mobilisés pour expliquer la solidité de l'axe par lequel Téhéran pénètre le Levant. De fait, si 98% de la population iranienne sont musulmans, 89% de ces derniers se revendiquent du chiisme duodécimain⁶, à l'instar des chiites du Liban que le Hezbollah entend représenter. Bien que l'origine de cette communauté, qui constituerait aujourd'hui près de 30% de l'ensemble de la population libanaise, demeure obscure, ses relations avec les chiites iraniens sont restées étroites depuis le XVI^e siècle au moins⁷. D'ailleurs, le principal acteur de l'éveil social et politique de cette communauté, essentiellement paysanne et largement marginalisée, est un Iranien, originaire de Qom, descendant d'une famille cléricale prestigieuse et membre du clergé chiite d'Iran : Moussa al-Sadr⁸. Aiguillonnée par le discours populiste de cet imam, la montée en puissance de la mobilisation chiite se fait dans un contexte marqué à la fois par les revendications sociales à l'encontre d'un système politique générateur d'exclusion et par l'exacerbation des tensions due à la transformation du Liban par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en plateforme de résistance contre Israël⁹.

Ces deux questions seront au cœur du rapprochement idéologique entre la République islamique et une partie de la communauté chiite libanaise au début des années 1980. La filiation religieuse est cependant déjà beaucoup moins évidente dans le cas de la Syrie. Cette dernière compte environ 74% de sunnites dominés par la minorité alaouite depuis l'arrivée au pouvoir de Hafez al Assad auquel succède son fils en 2000. Cette minorité est à l'origine une secte hétéritique, celle des « noseirîs », rejetée à la fois par les sunnites et les chiites. Bien qu'elle ait une tradition religieuse distincte du chiisme, ses membres se font appeler, dès le début du XX^e siècle, « 'alawîyûn ou 'adepes de 'Alî » pour se faire admettre comme l'une des écoles du chiisme¹⁹. Fait intéressant, c'est une *fatwa* de Moussa al-Sadr, émise dans le contexte particulier du début des années 1970, qui rattache officiellement la communauté alaouite à l'islam chiite²⁰. Installés depuis l'accession des Assad au pouvoir à des postes clés de l'État et soutenus par d'autres minorités notamment chrétiennes, les alaouites syriens n'étaient pas à proprement parler des partenaires « naturels » de l'Iran des ayatollahs.

Si la thèse de la proximité religieuse peut séduire de prime abord par sa simplicité, elle n'est qu'un facteur parmi d'autres et d'autant plus partiel qu'il ne permet pas d'expliquer, par exemple, l'alliance entre Téhéran et les mouvements de résistance palestiniens, sunnites. Il est donc essentiel de s'interroger sur d'autres facteurs explicatifs, à puiser dans les circonstances qui entourent la genèse de l'axe qui s'établit au début des années 1980 entre l'Iran révolutionnaire, la Syrie et ce nouveau-né qu'est alors le Hezbollah. Un tel examen fait ressortir deux paramètres complémentaires, fortement imbriqués : la résistance à un ordre international et régional dominé par les États-Unis, qui se cristallise autour de l'opposition au protégé israélien de Washington, ainsi que l'impératif de défense.

Les études portant sur la révolution iranienne de 1978-1979 ont largement pointé le ressentiment qui enfle à l'encontre des États-Unis sous le règne du dernier Shah pour des raisons autant internes que régionales. Le Shah est perçu comme bénéficiant en effet d'un soutien quasi-inconditionnel de Washington qui ne s'émue ni de la modernisation à pas forcés que le monarque impose à la société, ni de la dérive répressive du régime à l'égard de tous ses opposants. Vus comme complices des souffrances du peuple iranien, les États-Unis le sont aussi de celles des Palestiniens. En plus d'être les instigateurs d'une politique étrangère iranienne favorable à Israël, les Américains apparaissent, en particulier avec la guerre du Kippour, comme les boucliers d'un État

hébreu expansionniste, qui dépossède et opprime les Palestiniens. À cela s'ajoute le caractère impérialiste de la politique étrangère américaine tel que perçu par nombre d'Iraniens, tant vis-à-vis de la région que de l'Iran lui-même. À cet égard, l'épisode de l'implication de la CIA dans le renversement en 1953 du Premier ministre iranien nationaliste, Mossadegh, a contribué à renforcer l'image négative des Américains et exacerbé dans les mois qui ont suivi la révolution la crainte d'une réédition d'un tel scénario qui ramènerait le Shah au pouvoir. D'ailleurs, c'est l'accueil du « despote » aux États-Unis qui déclenche la colère de la rue iranienne et l'assaut de l'ambassade américaine avec la prise d'otages qui marquent la rupture des relations entre les deux pays²¹. Dans une certaine mesure, l'on peut comprendre les réorientations de la politique étrangère iranienne après la révolution comme issues d'un terreau idéologique où se mêlent *hubris* révolutionnaire, hostilité aux symboles de l'oppression et de ses soutiens, rejet de la modernisation à l'occidentale, refus de l'ordre régional dominé par les États-Unis et fondé sur un rapport de forces bénéficiant à Israël.

Pour la Syrie, les années 1970 sont celles de la consolidation du pouvoir que Hafez el Assad a saisi à la faveur d'un coup d'État et de la désillusion à l'égard de la politique américaine dans la région. En effet, la guerre dont la Syrie et l'Égypte prennent l'initiative en 1973 visait moins à reconquérir le plateau du Golan et le Sinaï occupés par Israël en 1967 qu'à obliger la diplomatie américaine à s'impliquer sérieusement dans un effort de paix de manière à changer un *statu quo* politiquement intenable puisqu'il ne jouait qu'en faveur d'Israël²². Cette thérapie de choc avait certes conduit en un premier temps à la négociation, sous la houlette de Kissinger, secrétaire d'État américain, d'accords de « désengagement » entre Israël et l'Égypte d'une part, Israël et la Syrie d'autre part, qui s'avèrèrent durables. Par contre, la diplomatie américaine retombe vite dans l'inertie : l'enchaînement des événements qui mènent au sommet de Camp David et à l'accord de paix entre le Caire et Tel Aviv a pour origine une initiative du président égyptien saisie au vol par le Premier ministre israélien, Begin. Ce n'est que par la suite que les États-Unis capteront le processus pour le faire aboutir, mais en des termes qui menagent les Israéliens au détriment des autres parties, à commencer par les Palestiniens²³. La Syrie n'a de cesse de dénoncer une évolution qui détruit *de facto* le front qu'elle constituait avec l'Égypte et éloigne d'autant la perspective de récupérer le Golan. Sans surprise, Damas sera le fer de lance du « front du refus » qui rejette la paix séparée israélo-égyptienne parrainée par Washington²⁴. Ayant

compris que l'option militaire directe contre Israël était vouée à l'échec, la Syrie capitalise plutôt sur la guerre civile qui avait commencé au Liban en 1975. Usant des avantages qu'elle offre la prolifération des acteurs et milices non-étatiques ainsi que de la complexité de l'échiquier libanais et sa perméabilité aux influences extérieures, la Syrie porte sur ce terrain sa lutte contre l'ordre régional dominé par Washington et contre Israël dont l'armée envahit une partie du Liban dès 1978.

Pour la communauté chiite libanaise, l'hostilité à l'ordre dominé par les États-Unis se cristallise davantage par transitive. L'évolution du conflit interne et ses ramifications régionales accélèrent le réveil politique de la communauté, déjà entamé sur le mode des revendications sociales¹⁶, et la placent par le jeu des alliances et des intérêts sur une trajectoire hostile au *statu quo* régional. En premier lieu, la classe maronite dominante, tournée vers l'Occident, apparaît comme un allié quasi-naturel des États-Unis. Si, pendant un moment, maronites et chiites partagent une même défiance à l'égard de l'OLP qui règne en maître dans le sud du pays (à majorité chiite précisément), la donne change significativement avec l'invasion israélienne de 1978 et, surtout, celle de 1982. La première invasion permet d'abord l'émergence d'une sorte d'axe entre les milices maronites et Israël¹⁷, axe qui se construit contre les factions palestiniennes, les Syriens (entrés par la grande porte grâce à la Force arabe de dissuasion mandatée par la Ligue arabe) et leurs multiples soutiens libanais, essentiellement musulmans. La deuxième opération « Paix en Galilée » s'avère elle extrêmement coûteuse pour la population chiite libanaise et contribue à nourrir un ressentiment non seulement à l'égard de l'occupant israélien mais aussi de ses soutiens locaux et de son grand allié américain. Dans le même temps, ces développements exacerbent la veine révolutionnaire d'une partie de la jeunesse chiite libanaise. Cette dernière était d'ailleurs d'autant plus perméable à la vision du monde de l'Iran khomeyniste et à sa volonté d'exporter sa propre révolution qu'elle-même faisait l'expérience de la domination. D'où le sentiment d'un impératif de défense qui trouve un écho en Iran et en Syrie, eux aussi confrontés à des défis stratégiques considérables.

En effet, peu après son établissement, la République islamique d'Iran est militairement agressée par l'Irak (septembre 1980). Saddam Hussein espère profiter de la fragilité du régime naissant et de son isolement international et régional pour asseoir son leadership dans le monde arabe, régler par la force ses contentieux territoriaux et se défaire d'un voisin aux orientations idéologiques menaçantes dont il craint la

capacité à mobiliser la majorité chiite irakienne, dominée. Dans cette guerre extrêmement meurtrière, Téhéran ne trouvera que très peu de soutiens. Après s'être cantonnés pendant un temps à une « indifférente neutralité »¹⁸, les États-Unis réagissent à l'enlèvement de la guerre en soutenant l'Irak, pourtant client traditionnel de Moscou. Ce faisant, ils ajoutent leur poids à celui de leurs alliés arabes, en particulier les pays du Golfe, eux aussi hostiles à Téhéran. Dans sa recherche d'appuis, ce dernier emprunte deux voies tout à fait contradictoires. D'une part, il accepte l'aide militaire qu'Israël lui accorde pour prévenir une victoire de l'Irak et affaiblir ce dernier¹⁹. Même si elle contrevient à la rhétorique antisioniste du nouvel Iran, cette orientation traduit le pragmatisme stratégique de deux pays non-arabes ayant en commun l'immersion dans un environnement arabe et largement sunnite qui leur est hostile, et le fait que, pour Khomeiny, la question palestinienne relevait des affaires palestiniennes en premier lieu, arabes en deuxième, et iraniennes seulement en troisième²⁰. D'autre part, Téhéran trouve en la Syrie un appui précieux (y compris en matière d'armements) que justifie leur commune inimitié par rapport au régime de Saddam Hussein et l'isolement croissant de la Syrie sur la scène régionale.

De fait, la paix israélo-égyptienne prive Damas de son principal allié dans la lutte contre l'État hébreu et bouleverse à son détriment l'équilibre des forces²¹. En outre, et en dépit d'un accord militaire passé avec l'Union soviétique peu après la rupture de ses relations avec l'Irak, la Syrie se trouve dans une posture stratégique inconfortable. Sur son propre territoire, le régime doit faire face à une agitation islamiste encouragée notamment par l'Irak. Sur le territoire libanais où elle est devenue partie intégrante de la guerre « civile », la Syrie est bousculée par Israël avec qui les incidents se multiplient tout au long de l'année 1981. L'invasion de juin 1982, au cours de laquelle Israël démontre sa capacité à braver le *statu quo* en assiégeant la capitale où se trouvent les quartiers de l'OLP et en infligeant des pertes considérables aux forces syriennes, fragilise tant et plus la posture de Damas²², et conforte les raisons objectives d'une consolidation de l'axe syro-iranien. L'émergence, sous leur commune houlette, d'un nouvel acteur libanais désireux d'en découdre avec Israël et les Occidentaux cimenter leur alliance défensive.

Le Hezbollah naît donc de la conjonction d'une série de facteurs catalysés par le contexte de l'invasion israélienne de 1982. Même si le parti de Dieu ne commence à prendre vraiment forme qu'au milieu des années 1980²³, ses premiers « succès » militaires suivent de près les

développements consécutifs à l'opération israélienne. Celle-ci se solda par l'expulsion de l'OLP de Beyrouth ; le déploiement d'une force multinationale, composée notamment d'Américains et de Français ; la négociation sous la houlette de Washington d'un accord de paix entre Tel-Aviv et un gouvernement libanais dominé par les maronites (l'accord du 17 mai) ; et, *last but not least*, les exactions perpétrées, contre les chiites par les Israéliens au Liban sud et par l'armée libanaise, soutenue par les Occidentaux, dans Beyrouth Ouest²⁴. Entraînés par des *pasdars* iraniens, les militants de cette nouvelle mouvance islamique infligent une série de revers retentissants aux forces étrangères : attentats-suicides contre les contingents de marines américains et de « paras » français à Beyrouth (octobre 1983) et contre le QG de l'armée israélienne à Saïda (novembre 1983) ; multiplication des opérations visant les troupes israéliennes ; enlèvements et assassinats de ressortissants occidentaux. En dépit de la propension de la Syrie et de l'Iran à se court-circuiter sur le terrain libanais, les maladroites de la diplomatie américaine vont contribuer à raffermir leur alliance, ce qui bénéficie à la montée en puissance du Hezbollah²⁵. En résulteront le départ de la force multinationale en mars 1984, la révocation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, et le repli de Tsahal, dès 1985, dans une « zone de sécurité » au sud du Liban. Par ailleurs, le conflit au sein de la communauté chiite libanaise s'intensifie entre Amal, le parti qui avait initialement porté les revendications chiites et se percevait comme un mouvement séculier opérant au sein du système politique national, et le Hezbollah qui, loyal au leadership de Khomeiny, prônait une approche panislamique déniait la légitimité de l'État libanais²⁶. *In fine*, c'est le deuxième qui s'impose dans le paysage politique chaotique de la deuxième moitié des années 1980 et émerge considérablement renforcé aux côtés de la Syrie au moment où s'achève la guerre civile.

C'est à la faveur de la première crise d'après-guerre froide, celle provoquée par l'aventurisme de Saddam Hussein qui envahit le Koweït en août 1990, que se clôt officiellement cette guerre civile. Amorcée au travers de la négociation de nouveaux arrangements relatifs au partage du pouvoir au Liban — les accords de Taëf, septembre 1989 —, la fin du conflit est marquée par une opération de l'armée syrienne en octobre 1990 visant à évincer le général Aoun qui s'était mis en tête de libérer le pays de la tutelle de Damas²⁷. Consacrant l'hégémonie syrienne sur le système politique libanais (le sud étant toujours sous occupation israélienne), cette opération que cautionne la communauté internationale traduit une transaction entre cette dernière et la Syrie

qui accepte de se rallier au projet d'une force onusienne conduite par les États-Unis et chargée de forcer l'Irak à se retirer du Koweït²⁸. Plus significatif de l'approfondissement de l'axe irano-syro-libanais est le fait que le seul parti qui échappe au désarmement prévu par Taëf est le Hezbollah qui, appuyé par Damas et Téhéran, justifie le maintien de ses armes par l'impératif de résistance à l'occupation israélienne²⁹.

Une trajectoire ascendante : l'Iran et ses alliés levantins avant le « printemps arabe »

Au moment où se déclenche le « printemps arabe », la République islamique est engagée dans un processus d'affirmation régionale porté par une série de conjonctures favorables dont certaines remontent aux années 1990. Paradoxalement, la diplomatie américaine n'est pas étrangère à cette évolution même si les relations entre les deux pays ne se sont jamais significativement améliorées malgré les transformations et opportunités des deux dernières décennies. C'est donc sur le mode de la défiance à l'« ordre » américain que l'Iran s'est construit un rôle régional non négligeable. Cela est particulièrement vrai au Levant où Téhéran peut compter sur la solidité de son alliance avec la Syrie et le Hezbollah que continuent d'alimenter les bras de fer régionaux qui se cristallisent au Liban d'une part, les échecs du processus de paix israélo-palestinien d'autre part.

L'Iran et les limites de la pax americana : le contexte d'une montée en puissance

Le tournant des années 1990 est marqué par une série d'événements qui affectent, dans une certaine mesure au moins, la posture de l'Iran dans le sens d'une consolidation de la base de sa puissance. En interne, l'Ayatollah Khomeiny décède en juin 1989, moins d'un an après la fin de la guerre avec l'Irak qui laisse la République islamique exsangue. La disparition de cette figure charismatique accentue les luttes politiques entre les différentes tendances au sein de l'establishment révolutionnaire³⁰, et inaugure un certain renouvellement en matière de politique étrangère qui, tout en demeurant dogmatique à plus d'un égard, passe par une redéfinition pragmatique des intérêts nationaux³¹. À l'extérieur, la fin de la guerre froide modifie la donne politique et stratégique, permettant à Washington de se poser comme gendarme d'un nouvel ordre international. L'invasion du Koweït par l'Irak offre aux États-Unis l'occasion d'exercer leur leadership au Moyen-Orient. Si la

mise sur pieds de la coalition internationale constitue du point de vue iranien un inquiétant renforcement militaire américain dans la région, d'un autre côté, l'opération affaiblit un ennemi de poids puisque l'Irak est défait et mis sous embargo. Au regard de la grammaire stratégique et d'une conception relationnelle de la puissance, Téhéran bénéficie donc directement de cet épisode même si son attitude conciliante – mais non exemple d'ambiguïtés reflétant notamment des divergences au sein du pouvoir – n'entraîne pas une ouverture significative de la part de Washington. D'ailleurs, l'Iran saura convertir sa mise à l'écart par les États-Unis au moment du lancement d'un processus de paix israélo-arabe ainsi que les impasses de cette initiative en autant d'opportunités de dénonciation lui permettant de capitaliser les frustrations générées dans la région (voir *infra*). Au final, et malgré l'absence d'évolutions politiques internes significatives et une mise à l'index persistante de la part des États-Unis, les années 1990 et 2000 ne seront pas perdues pour l'Iran. Le pays va progressivement se reconstruire économiquement, développer ses relations avec un ensemble de partenaires qui lui permettent de réduire son isolement et de consolider les bases de sa puissance, notamment militaire.

Au niveau économique, des plans quinquennaux vont, à partir de 1990, permettre une croissance relativement importante. De l'ordre de 7,2% au début des années 1990, elle tourne autour de 6,5% au milieu des années 2000, portée par le secteur énergétique. En effet, en dépit de certaines évolutions telles qu'une plus grande reconnaissance du rôle du secteur privé ou la croissance des échanges avec l'extérieur, la structure d'ensemble de l'économie iranienne continue de dépendre des revenus pétroliers³². Or, entre 2002 et 2011, ces revenus passent de 20 milliards de dollars réels par an à 81 milliards³³, reflétant une évolution des prix du brut qui, sur la même période, passent d'une moyenne de 26, 18 à 94, 88 USD le baril³⁴. Bien évidemment, il s'agit là d'une manne qui conforte le pouvoir économique du régime et, conjuguée à l'augmentation de la demande internationale, consolide sa marge de manœuvre et de négociation³⁵.

Au niveau diplomatique, l'Iran va poursuivre son ouverture. Si les relations avec les États-Unis restent antagoniques³⁶, le pays entretient pendant plusieurs années avec l'Union européenne un « dialogue constructif » lancé à partir de 1992. Limité dans sa substance, ce dialogue passe par plusieurs phases tendues et prend fin lorsque l'Europe se saisit, aux côtés des États-Unis, du dossier du programme nucléaire de Téhéran³⁷. Mais en fait ce n'est pas tant vers l'Occident

que les efforts iraniens portent que vers des partenaires lui permettant de le contourner, surtout lorsque les rapports avec l'UE se dégradent. Renouant avec la tradition révolutionnaire et tiers-mondiste, l'Iran développe ses relations avec l'Afrique (surtout dans la deuxième moitié des années 2000) et l'Amérique latine où il trouve des partenaires idéologiques comme le Venezuela et où la montée en puissance d'un acteur tel que le Brésil est particulièrement porteuse³⁸. Même si des limites substantielles demeurent en raison de divergences d'intérêts ou de malentendus, Téhéran cultive également ses liens avec la Russie et les anciennes républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale et réalise une percée en Asie, en direction notamment de la Chine et de l'Inde³⁹. Par ailleurs, dans la période qui suit la guerre américaine en Irak (2003), les relations entre Téhéran et Ankara s'améliorent considérablement⁴⁰.

Certaines de ces relations ont ouvert la voie à une coopération utile en matière d'armement, comme celles avec la Corée du Nord et la Chine, y compris dans les domaines du nucléaire et de la balistique, l'Iran développant par exemple des missiles Shahab, proches parents du Nodong-I nord-coréen⁴¹. L'amélioration du potentiel militaire du pays est telle que, dès le milieu des années 2000, celui-ci est reconnu comme un défi sérieux aux États-Unis et leurs alliés dans le golfe Persique⁴². Paradoxalement, les tribulations américaines dans la région vont contribuer à améliorer la posture géostratégique de Téhéran. En effet, déclenchée en réaction aux attentats du 11 septembre 2001, la guerre contre les Talibans en Afghanistan débarrasse Téhéran d'un voisin problématique. Outre les problèmes générés par l'instabilité afghane (trafic de drogue et réfugiés notamment), l'Iran considérerait l'émergence de ce courant islamiste sunnite et « chauvin » à ses portes comme un désastre⁴³, et une menace d'autant plus sérieuse qu'il était animé par une hostilité dogmatique à l'égard des chiites. L'Iran n'a donc pas à se forcer pour coopérer avec Washington afin d'amener la fin du régime des Talibans, surtout que, présidé par le réformiste Khatami, le pays espère alors améliorer ses relations avec la puissance américaine. Les dirigeants américains n'y seront pas vraiment sensibles puisque, dès la mi-2002, le président Bush désigne Téhéran comme composante de l'« axe du mal ». Malgré cela, l'Iran a également tout intérêt à coopérer dans le cadre de la guerre contre le régime irakien en 2003⁴⁴. Si, là encore, cette flexibilité ne donne rien en matière de rapprochement avec Washington, le conflit élimine définitivement pour l'Iran un concurrent sérieux. En outre, l'évolution de la situation en Irak augmente la

capacité d'action iranienne du fait, notamment, qu'une des dimensions que prend le conflit irakien se décline sur le mode de la confrontation entre islam chiite et islam sunnite. Si elle permet aux rivaux de l'Iran de mobiliser contre lui, l'hypothèse d'un « croissant chiite » lui offre un outil complémentaire pour contrecarrer l'ordre que les États-Unis cherchent à forger à ses portes au travers du soutien à des groupes militairement actifs⁴³. Au final, la combinaison de tous ces éléments fait de Téhéran une puissance montante vers la fin des années 2000. Cette tendance est confortée par la projection de ses *hard* et *soft power* au Levant par le biais de ses alliés, syriens, libanais et palestiniens.

L'Iran dans les bras de fer libanais : les victoires de la « résistance » au Levant

La guerre du Golfe de 1990-1991 est un événement charnière au Moyen-Orient. Parmi les dynamiques qu'elle favorise, figure le processus de paix israélo-arabe. En effet, pour démentir les accusations « des deux poids deux mesures » que prêterait l'Occident au Moyen-Orient en matière de respect du droit international⁴⁶, les États-Unis lancent une offensive diplomatique pour amener les protagonistes du conflit israélo-arabe à s'asseoir autour d'une table de négociation. Ils y réussissent, mais dans des conditions qui apparaissent, pour beaucoup dans la région, privilégier les préférences israéliennes. Non seulement les Palestiniens ne sont pas autorisés à former une délégation indépendante (ils feront partie de celle de Jordanie), mais le parrain américain indique dès le lancement de la conférence de Madrid (1991) ne pas avoir l'intention de contribuer aux négociations, laissant *de facto* entières les divergences abyssales sur les questions de fond et de forme⁴⁷. À ces vices de naissance qui condamnent bien vite le processus à la paralysie, s'ajoute une occasion ratée de capitaliser sur la coopération dont avait fait montre l'Iran durant la guerre. L'équipe américaine ignore les signes de pragmatisme émanant de Téhéran et ne l'invite tout simplement pas à Madrid. Se voyant ainsi dénier toute reconnaissance de sa qualité de puissance et de sa volonté d'être réintégré dans le jeu régional, l'Iran organise une « contre conférence » rassemblant les groupes hostiles au processus. Ce rassemblement lui permet de dénoncer la « trahison » des pays arabes (accusation qui trouve écho auprès de la « rue arabe »), de se rapprocher des groupes palestiniens « réjectionnistes » et de revoir à la hausse son soutien au Hezbollah libanais⁴⁸. Au cours des deux décennies suivantes, les échecs du processus de paix israélo-arabe,

un temps revigoré par les accords d'Oslo entre l'OLP et Israël, vont permettre à l'Iran de cultiver son influence au Levant par le biais de son alliance avec la Syrie, et son soutien au Hamas palestinien et au Hezbollah libanais.

Pendant quelques temps, la perspective de discussions israélo-arabes avait menacé la pérennité de l'alliance syro-iranienne⁴⁹. Le fait que la Syrie accepte de négocier avec Israël aux côtés des pays arabes, mais en l'absence de Téhéran, constituait pour ce dernier une désolidarisation patente et induisait un risque de se voir, si la paix advenait, complètement marginalisé. Les impasses du processus de paix vont éloigner ce scénario. Tout d'abord, si la Syrie s'engage dans un cycle de négociations bilatérales, elle n'entend pas brader ses intérêts. Son alliance avec le Hezbollah libanais s'avère particulièrement précieuse à cet égard. En effet, au travers de sa capacité d'action face à Tsahal dans le sud du Liban, le Hezbollah peut maintenir ouverte la possibilité d'une escalade sécuritaire et exercer ainsi une pression sur Israël chaque fois que Damas en éprouve le besoin. Empiriquement, on observe tout au long des années 1990 une correspondance significative entre les pannes des négociations israélo-syriennes et le réchauffement du front libano-israélien. Même s'il y a antinomie entre les fins recherchées par les alliés syrien et iranien du Hezbollah – l'un espérant obtenir des concessions de la part d'Israël dans une perspective de règlement de paix, l'autre un déraillement du processus –, il existe à ce moment-là une convergence des moyens, à savoir l'« instrumentalisation »⁵⁰ de la résistance armée du parti de Dieu à Israël.

Fins et moyens finissent par converger lorsque, à la fin des années 1990, les espoirs de paix s'effondrent. Hafez el Assad, qui n'avait jamais accepté la reprise « sans condition » des négociations avec le gouvernement Netanyahou – ce qui aurait supposé de revenir sur les acquis des négociations antérieures –, consent à une dernière médiation avec le gouvernement Barak au travers d'une rencontre avec Bill Clinton en mars 2000. Celle-ci échoue. Honorant une promesse de campagne prise au regard de l'hostilité croissante de l'opinion à l'occupation de la zone de sécurité au Liban, Ehud Barak initie le départ de Tsahal du Liban. Supposé être finalisé en juillet, le retrait s'achève dans la précipitation le 24 mai 2000, le Hezbollah talonnant les forces israéliennes et investissant les localités évacuées. Ce développement ressoude l'axe entre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. En effet, opéré unilatéralement et en dehors de tout règlement de paix, ce retrait

israélien bouscule les paramètres de l'équation régionale, privant *a priori* la Syrie d'une carte maîtresse. Mais Damas peut compter sur l'Iran et le Hezbollah pour préserver cette carte puisque les trois parties convergent dans leur lecture de la situation : le retrait israélien, qui laisse en suspens toute une série de contentieux dont l'occupation des terres de Chebaa, ne justifie pas la dissolution de la « résistance » mais au contraire sa consolidation puisqu'il fournit justement la preuve de son utilité. Trouvant un large écho auprès des opinions arabes et notamment palestinienne⁵¹, cette interprétation conforte l'image du Hezbollah et des deux puissances qui l'ont constamment soutenu. Il en va de même au Liban dont le gouvernement refuse de déployer l'armée dans les régions évacuées par Israël afin de ne pas devenir le garde-frontière de Tel Aviv. Pendant plusieurs années, le Hezbollah bénéficie d'une conjoncture exceptionnelle qui lui permet d'une part de se préparer militairement à un futur affrontement avec l'État hébreu grâce à un afflux d'armements fournis par l'Iran notamment, d'autre part de consolider sa position au sein de la communauté chiite de l'ancienne zone de sécurité où il assure un rôle d'État-providence avec, entre autres, des fonds iraniens.

Ainsi, par le biais du Hezbollah, Téhéran parvient à se projeter quasi-directement au Levant et de manière solide. Lorsqu'arrive la première grande échéance institutionnelle au Liban, une partie de la classe politique, soutenue par les puissances occidentales notamment, se rebelle contre la tutelle syrienne et la place hégémonique du Hezbollah. Parainée par la France et les États-Unis, la Résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU (2 septembre 2004) demande ainsi le retrait de toutes les troupes étrangères encore présentes au Liban (donc les forces syriennes), le désarmement et la dissolution de toutes les milices libanaises et non libanaises (donc le Hezbollah et quelques groupuscules palestiniens), et l'extension du contrôle gouvernemental sur l'ensemble du territoire (donc le déploiement de l'armée libanaise dans l'ancienne zone de sécurité israélienne désormais contrôlée par le Hezbollah). La réélection par le Parlement de l'homme de la Syrie, Emile Lahoud, à la présidence marque une première victoire pour Damas et ses alliés ainsi qu'une étape importante dans la polarisation du pays et de la région. De fait, le contexte d'alors est caractérisé par une « configuration réticulaire des crises régionales » qui lie les enjeux et les acteurs des différents « points chauds »⁵². D'un côté, l'on retrouve les États-Unis qui, au nom d'une guerre globale contre le terrorisme lancée

suite aux attentats du 11 septembre, ont renversé par la force les Talibans en Afghanistan et le Baath en Irak, soutiennent sans réserve Israël dans sa gestion militaire de la deuxième Intifada, cherchent à soustraire le Liban de l'orbite syrienne et, ayant catalogué l'Iran comme composante de l'« axe du mal », le mettent en demeure de s'expliquer sur son programme nucléaire. À leurs côtés se retrouvent Israël, les pays de l'Union européenne, l'ensemble des États arabes traditionnellement proches de Washington à commencer par l'Arabie saoudite et, au Liban, plusieurs courants politiques, essentiellement chrétiens et sunnites. De l'autre côté, se trouvent l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et ses alliés internes, ainsi que le Hamas et d'autres groupes palestiniens.

La partie qui se joue au Liban à partir du milieu des années 2000 est donc serrée. La deuxième manche est remportée par les opposants de la Syrie puisque celle-ci est obligée de retirer ses troupes (avril 2005) suite aux manifestations que suscite l'assassinat de Rafic Hariri, Premier ministre démissionnaire et nouvel opposant au diktat syrien (février 2005). Mais le Hezbollah et ses alliés se « contre mobilisent » massivement pour « remercier » la Syrie pour sa contribution à la stabilisation du Liban et à sa résistance face à Israël. Par la suite, et fort des scores très importants obtenus auprès de l'électorat chiite aux élections parlementaires, le Hezbollah s'opposera avec succès à l'agenda de ses rivaux et de la communauté internationale sur deux questions notamment : le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) créé pour instruire l'assassinat de Hariri, et le « dialogue national » supposé définir les conditions d'un désarmement consensuel du Hezbollah⁵³. D'une crise à l'autre, le parti chiite parvient à s'imposer comme la principale force politique libanaise. Fin 2006, les ministres issus de ses rangs et de ceux de ses alliés se retirent du gouvernement, tandis que sa base organise un *sit-in* permanent à proximité du siège du gouvernement, d'où une longue paralysie institutionnelle. Est alors en cause le refus de la majorité de consentir à la formation d'un cabinet d'union nationale dominant au Hezbollah et à ses alliés une minorité de blocage en amont de l'approbation par le pays du projet de tribunal, et ceci à un moment où l'enquête internationale semble pointer du doigt la Syrie et ses alliés locaux. L'épreuve de force dure jusqu'en mai 2008 et se règle au profit des forces pro-syriennes. Dans un contexte marqué d'une part par une longue vacance institutionnelle puisqu'un nouveau président n'a pu être élu fin 2007, d'autre part par la multiplication d'incidents violents entre partisans de la majorité et de

l'opposition, le gouvernement Siniora décide de démanteler le réseau de télécommunication du Hezbollah que ce dernier revendique comme instrument de résistance. Considérant l'initiative comme un acte de guerre, le parti choisit de recourir aux armes et inflige une défaite cuisante aux supporters de la majorité ; la crise se dénoue grâce à une médiation qatari, le Hezbollah et ses alliés obtenant satisfaction sur la minorité de blocage et les découpages électoraux³⁴.

La place qu'a acquise le Hezbollah dans le rapport de forces intra-libanais est mise en relief lors de la visite du président iranien au Liban en octobre 2010. Si Ahmadinejad rencontre les représentants de la majorité, c'est dans le fief méridional du Hezbollah qu'il vient louer la résistance libanaise et lui redire son soutien. C'est donc dans une position de force que le Hezbollah aborde l'épisode des mises en accusation de certains de ses membres par le TSL. En janvier 2011, la démission de onze ministres qui lui sont affiliés ou proches fait tomber le gouvernement de Saad Hariri, vite remplacé par un cabinet dominé par l'opposition pro-syrienne, et qui se maintient jusqu'aujourd'hui. Ainsi, non seulement le parti soutenu par la Syrie et l'Iran est parvenu à devenir la clé du jeu politique au Liban, mais il a réussi à préempter le résultat des travaux du TSL et à enterrer toute démarche visant à son propre désarmement. Si cette montée en puissance du Hezbollah correspond à un indéniable succès en termes de projection politique iranienne au Levant, sa « victoire divine » contre l'armée israélienne à l'été 2006 représente, elle, un succès en matière de projection militaire.

L'opération au cours de laquelle le Hezbollah tend une embuscade à une patrouille israélienne et enlève plusieurs soldats déclenche de la part de l'État hébreu des représailles de grande envergure (12 juillet 2006). Le Liban est soumis à un blocus total et intensivement pilonné, en particulier les régions où prédomine le Hezbollah. Le sud du pays est particulièrement visé, Israël espérant en vain profiter de l'occasion pour défaire son vieux ennemi. En dépit d'une intervention terrestre d'envergure, l'armée israélienne ne parvient pas à neutraliser la capacité de riposte du Hezbollah qui, tout au long des 34 jours de conflit, continue de tirer des centaines de missiles vers Israël et tient tête aux soldats de Tshal lors des combats³⁵. Certes, le bilan matériel et humain est très lourd pour le Liban mais la stature du Hezbollah en sort renforcée. Ses combattants sont célébrés à travers le monde arabe, leur capacité à infliger une sévère déconvenue à Israël leur valant un grand « capital symbolique »³⁶ qui rejaillit sur l'Iran et la Syrie qui auront contribué à équiper militairement le parti dans des proportions dont le

conflit révèle l'ampleur. La Résolution 1701 que le Conseil de sécurité adopte à la mi-août pour mettre un terme à la crise prévoit le déploiement de l'armée libanaise dans le sud du Liban et le renforcement du mandat de la FINUL. Mais grâce à la porosité des frontières entre la Syrie et le Liban, le flux des armes vers le Hezbollah persiste, confortant sa capacité de dissuasion vis-à-vis d'Israël, capacité encore démontrée à l'automne 2012 par l'envoi d'un drone de facture iranienne au-dessus d'Israël³⁷. En outre, même si la guerre approfondit le schisme entre les deux pôles de l'échiquier politique libanais, le Hezbollah et ses alliés parviennent à imposer leurs priorités comme montré plus haut. De plus, le parti mobilise des fonds substantiels débloqués par l'Iran pour la reconstruction, ce qui lui permet entre autres d'éviter un changement d'humeur de la part de la population chiite, durement affectée par la guerre. Ainsi, même s'il est trompeur de voir le Hezbollah comme une simple marionnette de Téhéran ou de Damas, la convergence de ses intérêts avec ceux de ses deux alliés permet en particulier à l'Iran, plus éloigné, de projeter son *hard power* aux portes d'Israël.

Impasses du processus de paix et nouvelles alliances iraniennes en Palestine

Le scénario est relativement comparable s'agissant de l'échiquier palestinien. Né de la mouvance islamiste des Frères musulmans dans les territoires palestiniens au moment de la première Intifada,³⁸ le Hamas va progressivement s'affirmer au point de remporter les élections législatives de 2006. Au cours de son ascension qui est favorisée par les multiples défaillances du processus de paix, il va bénéficier du soutien de l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah.

En 1991 déjà, le Hamas se retrouve dans le même camp que ces derniers puisqu'il s'oppose à la décision d'Arafât d'autoriser une participation palestinienne à la conférence de Madrid. Pour le parti islamiste, les conditions de cette participation étaient bien en deçà de ce qui était acceptable et les bases sur lesquelles la conférence avait été convoquée ne permettraient aucune avancée positive³⁹. L'enlèvement des discussions pendant deux ans lui donne raison, tandis que les coups portés contre l'occupant israélien rehaussent son prestige au sein de la société palestinienne. Lorsque les négociations secrètes entre l'OLP et Israël aboutissent aux accords d'Oslo, le Hamas en est extrêmement critique, estimant qu'ils ne constituent qu'une nouvelle phase de l'occupation que cautions le leadership d'Arafât, et il se fixe pour objectif de s'opposer à ce processus contraire selon lui aux intérêts

palestiniens⁶⁰. Ce positionnement conforte la proximité du Hamas avec Damas et Téhéran⁶¹. Un pas est franchi quand l'Iran consomme son divorce avec l'OLP au profit du Hamas et du Djihad islamique en novembre 1994, en laissant des membres des Gardiens de la révolution assaillir l'ambassade palestinienne tenue par l'OLP⁶².

Sur le terrain, les aléas du processus de paix offrent au Hamas de multiples occasions de se poser comme véritable « résistance », à l'opposé des « collaborateurs » du Fatah et de l'OLP. Quelques semaines après qu'un colon israélien du mouvement Kash eut tué une trentaine de Palestiniens en prière à Hébron (25 février 1994), le Hamas se venge avec les premiers attentats-suicides depuis les accords d'Oslo⁶³. Cela entraîne non seulement des représailles de la part d'Israël mais aussi une série d'incidents entre le mouvement islamiste et le Fatah. Les années suivantes sont émaillées d'épisodes similaires. À mesure que le processus s'enlise et produit des externalités négatives telles qu'une accélération de la colonisation ou la multiplication des « bouclages » des territoires palestiniens, le Hamas gagne du terrain. S'il est dépeint par Israël et ses alliés comme un mouvement terroriste, il commence à représenter en interne une alternative de plus en plus crédible face à une Autorité palestinienne qui apparaît de plus en plus corrompue, autoritaire, inefficace et fonctionnant comme suppléant d'Israël. En outre, son importance croît également grâce à la densification de son réseau caritatif et de ses programmes sociaux et éducationnels⁶⁴.

Les développements qui surviennent en 2000 marquent un changement d'échelle dans les relations entre le Hamas et ses alliés régionaux. Tout d'abord, le retrait israélien du Liban valide pour nombre de Palestiniens la résistance armée comme seule alternative pouvant mettre fin à l'occupation israélienne. Cette thèse est, d'une certaine manière, confortée par l'enchaînement des impasses qui mènent à la deuxième Intifada (septembre 2000), explosion prévisible tant les conditions de vie des Palestiniens s'étaient dégradées depuis Oslo sans que leurs aspirations nationales trouvent satisfaction⁶⁵. À la différence de la première Intifada, celle-ci se « militarise » vite : les pierres sont remplacées par des armes létales et, à partir de novembre, par des attentats-suicides très meurtriers. Même si les Israéliens accusent l'Autorité palestinienne d'Arafat et ciblent en priorité ses institutions, c'est le Hamas qui apparaît comme le fer de lance de la révolte. Cette situation de guerre totale contribue à resserrer les rangs entre le mouvement islamiste et ses alliés extérieurs, d'autant plus que la gestion de la crise par la communauté internationale est inefficace et

perçue comme biaisée en faveur d'Israël. Marchant ainsi sur les pas du Hezbollah, le Hamas se trouve donc au premier rang de la lutte contre l'hégémonie israélo-américaine⁶⁶.

Cette convergence des intérêts et des objectifs conduit l'Iran, la Syrie et le Hezbollah à apporter un soutien multiforme au Hamas : financement des attaques menées par les activistes palestiniens, entraînement et transfert de savoir-faire opérationnel, soutien médiatique et contrebande d'armements vers les territoires palestiniens⁶⁷. La teneur de ces aides, par définition souterraines, est difficile à mesurer car les affirmations des uns et des autres répondent avant tout à une logique de propagande⁶⁸. En tout état de cause, la tendance du Hezbollah à réagir aux exacerbations des tensions dans les territoires palestiniens par des opérations menées sur le front israélo-libanais suggère clairement qu'il partage avec le Hamas le même combat à partir des années 2000⁶⁹. Le rapprochement entre le Hamas et ses alliés se poursuit dans la période qui s'ouvre avec les attentats du 11 septembre et la réponse que les États-Unis choisissent d'y donner. Cela est d'autant plus vrai qu'Israël n'aura de cesse de « naturaliser » cet axe. Reperçant à son compte la rhétorique de l'« axe du mal » de Bush, le gouvernement d'Ariel Sharon met en avant un « axe du mal » similaire au niveau régional, composé de l'Iran, de la Syrie, du Hezbollah au Liban et du Hamas⁷⁰.

Cette représentation excluant toute possibilité de négociation, le processus de paix se retrouve dans l'impasse totale au milieu des années 2000 malgré le décès, fin 2004, d'Arafat, précédemment dépeint par le gouvernement Sharon et à sa suite PAR le président Bush comme principal obstacle à la paix. Engagée dans la construction d'un hypothétique État palestinien dans un contexte que l'occupation et la colonisation rampante rendent surréaliste, la communauté internationale encourage la tenue d'élections législatives au début de 2006. Le Hamas remporte le scrutin face au Fatah, largement discrédité, démontrant ainsi la place qu'il a acquise au sein de la population palestinienne. Là encore, les réactions de la communauté internationale poussent un peu plus le parti islamiste dans les bras de ses rares appuis extérieurs. En effet, s'alignant sur Israël, le Quartet, qui regroupe l'Union européenne, la Russie, l'ONU et les États-Unis, met en demeure le Hamas de reconnaître sans condition Israël, ce qu'il ne peut faire. En réponse, ils rompent leurs relations avec la nouvelle Autorité palestinienne et coupent les vivres. L'Iran et ses alliés ont beau jeu de dénoncer une politique des deux poids deux mesures et l'hypocrisie de la communauté internationale quant aux valeurs prônées, à commencer

par la démocratie dont l'exercice est dénié pour les Palestiniens dès lors que leur choix électoral ne convient pas aux attentes internationales⁷¹.

En tout état de cause, la victoire électorale du Hamas et sa mise à l'index offrent à ses alliés, et en particulier à Téhéran, une nouvelle opportunité pour projeter leur influence au plus près d'Israël. La capacité de résistance du Hamas face à l'offensive qu'Israël mène en juin 2006 et, surtout, celle du Hezbollah au Liban peu après confortent Téhéran dans sa posture régionale et renforcent d'autant plus son intransigence que les deux « résistances » sont largement acclamées par les opinions à travers la région⁷². De plus, lorsque le divorce est consommé en 2007 entre le Hamas et le Fatah, aboutissant à la constitution en Cisjordanie d'un gouvernement non-issu des élections mais reconnu et soutenu par la communauté internationale, Téhéran peut se prévaloir au travers de son soutien au Hamas d'être du « bon » côté⁷³.

Ainsi, dans la continuité de son ascension régionale, l'Iran remporte au travers de ses alliés une série de victoires hautement symboliques aux niveaux politique, militaire et idéologique, à la fois contre les États-Unis et Israël. Si certains analystes voient dans cette évolution l'expression d'un régime islamiste immuablement opposé à l'Occident et dogmatiquement attaché au terrorisme et à la destruction d'Israël, d'autres, plus nombreux, soulignent le caractère essentiellement instrumental des relations que Téhéran développe avec les forces que le processus de paix piloté par Washington marginalise et dont il disqualifie les revendications. Incapable de se faire reconnaître comme une puissance régionale aux intérêts légitimes, il adopte donc une stratégie de nuisance démultipliée par les alliances qu'il cultive au Levant⁷⁴. Le succès de cette stratégie est tel que Téhéran se permet en 2010 de narguer véritablement ses ennemis et rivaux. En février, dans un contexte où les menaces fusent entre Israël et ses deux voisins du Nord, Ahmadinejad s'affiche à Damas avec son homologue syrien et Hassan Nasrallah, Khaled Meshal, et Ahmad Jibril, respectivement chefs du Hezbollah, du Hamas et du FPLP-CG⁷⁵. En octobre, alors que le Liban est en plein psychodrame lié au TSL, Ahmadinejad s'y rend, affichant sa proximité avec le Hezbollah et recevant un accueil particulièrement chaleureux à Bint Jbeil, à moins de 10 kilomètres à vol d'oiseau de la frontière israélienne. Mais, d'une certaine manière, 2010 apparaît rétrospectivement comme une sorte d'apogée pour l'Iran, le « printemps arabe » qui commence dans les derniers jours de l'année modifiant considérablement la donne.

Le « printemps arabe » et l'affaiblissement du *hard* et du *sofi power* de Téhéran

Avec la chute de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Égypte et la propagation des troubles dans une série de pays proches de l'Occident y compris dans la péninsule arabique⁷⁶, les toutes premières semaines du « printemps arabe » donnent à l'Iran de bonnes raisons de s'en féliciter. D'une part en effet, la contestation qui enfle semble, depuis Téhéran, résonner avec les origines révolutionnaires du régime iranien et, d'autre part, elle s'élève contre des régimes proches des Occidentaux, mettant en relief non seulement leur caractère répressif mais également le soutien dont ils ont bénéficié de la part de puissances prêchant « démocratie » et « État de droit ». Après un moment d'hésitation, la République islamique tente donc de tirer profit de ces évolutions inattendues. Téhéran mobilise plusieurs registres. En premier lieu, les dirigeants iraniens interprètent les insurrections populaires comme une conséquence de la proximité des différents régimes concernés avec l'Occident, ce qui vient valider, *a posteriori*, l'inimitié iranienne (très relative dans certains cas, comme la Tunisie) à leur endroit. En second lieu, reprenant à son compte un parallèle qui aurait d'abord été fait par les médias occidentaux, l'Iran établit une filiation entre ces révolutions arabes et la sienne propre⁷⁷. Par ailleurs, le régime espère capter les mouvements de contestation d'inspiration islamiste, longtemps réprimés par les différents régimes, et qui, grâce à l'éclatement du carcan policier semblent destinés à monter en puissance comme en Tunisie, en Égypte ou en Jordanie. Ainsi, pendant un temps, l'Iran profite de la nouvelle situation pour tenter d'accroître son *sofi power* et, grâce notamment à la perspective de relations améliorées avec la nouvelle Égypte qui lui donnaient un point d'ancrage complémentaire aux frontières d'Israël, son *hard power*⁷⁸. Les choses commencent à mal tourner pour l'Iran et ses alliés au Levant avec le début des manifestations en Syrie, à la mi-mars 2011. Cette tendance se confirme à mesure que la situation dégénère en une guerre civile particulièrement sanglante et aux multiples prolongements régionaux, menaçant non seulement de déborder vers les pays voisins mais également de miner de nombreux acquis symboliques, politiques et militaires accumulés par Téhéran dans les dernières années.

Peu de temps avant le début de la contestation en Syrie, Bachar al Assad s'enorgueillissait de ce que, en dépit de circonstances plus difficiles que dans la plupart des pays arabes, la Syrie était à l'abri du vent de révolte en raison de la proximité du régime par rapport à l'idéologie et aux intérêts de sa population⁷⁹. Quand la contestation

survient et s'intensifie à mesure que tombent les victimes, le régime syrien opte pour la solution répressive, ne consentant que quelques réformes perçues comme insuffisantes et tardives. Si la communauté internationale tarde à réagir face à une situation autrement plus complexe que celle de la Libye, Téhéran fait aussi l'impasse sur les événements qui secouent son allié syrien pendant plusieurs semaines. Lorsqu'il devient évident que la crise risque de se prolonger, l'Iran reprend à son compte les théories développées par Damas relatives à un complot extérieur, piloté notamment par Washington, Israël et les pays du Golfe, et visant à déstabiliser le pays⁸⁰. Néanmoins, le Hamas, dont plusieurs dignitaires vivaient depuis des années dans la capitale syrienne, est aux premières loges pour voir et interpréter les événements en cours. Adoptant un discours critique à l'égard de la voie répressive suivie par Assad, le mouvement prend ses distances, rompant *de facto* avec l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah. Même si Ismaël Haniyeh, chef du gouvernement Hamas à Gaza, se rend à Téhéran en février 2012, il se prononce clairement en faveur des insurgés syriens lors d'une visite au Caire le 24 février⁸¹. Le ton ne change pas quand, en novembre 2012, Téhéran profite de l'escalade entre Israël et le Hamas à Gaza pour se prévaloir du rôle joué dans le combat palestinien au travers du transfert de la technologie des missiles Fajr-5 capables d'atteindre Tel-Aviv⁸². D'une certaine manière, il profite des perspectives nouvelles offertes par l'arrivée au pouvoir en Égypte des Frères musulmans, mouvement dont il est idéologiquement issu, pour prendre de la distance par rapport à une alliance « de raison »⁸³.

À la différence du parti palestinien, l'Iran et le Hezbollah persistent eux dans un soutien sans nuance de leur allié syrien. Certes, on a pu percevoir à l'été 2011 quelques inflexions dans le ton de dignitaires iraniens qui évoquaient la nécessité d'aider la Syrie à répondre aux aspirations de sa population⁸⁴. Mais en dépit de dissonances occasionnelles, Téhéran continue, fin 2012, de soutenir Assad contre vents et marée, et pas uniquement au niveau diplomatique. En effet, les révélations se sont multipliées en 2012 sur l'aide que les Gardiens de la révolution apporteraient à Assad : savoir-faire en matière de contrôle des foules, de lutte contre l'insurrection et d'utilisation d'armes chimiques, déploiement de conseillers et, *last but not least*, une sorte de pont aérien de matériel militaire transitant par l'espace aérien irakien⁸⁵. Si cette orientation se justifie par l'ampleur des enjeux — la survie du seul véritable allié arabe de l'Iran et la préservation de son accès vers

le Hezbollah —⁸⁶, elle comporte plusieurs implications lourdes pour Téhéran.

Tout d'abord, et au travers de son soutien à Assad, l'Iran s'est embarqué dans une guerre par procuration avec les parties qui arment les rebelles syriens, parmi lesquels plusieurs pays du Golfe tels que le Qatar et l'Arabie saoudite⁸⁷. Or cela ne peut conduire qu'à une exacerbation des antagonismes avec les voisins arabes de l'Iran, antagonismes déjà vifs en raison du dossier nucléaire iranien, du soutien supposé que Téhéran accorderait aux insurgés chiites notamment à Bahreïn et au Yémen, et de la perspective esquissée par l'Arabie saoudite d'une union politique qui viendrait renforcer le Conseil de Coopération du Golfe⁸⁸. Viendrait s'y ajouter un isolement croissant du fait d'un retournement de conjoncture avec la Turquie et l'Égypte. De fait, les relations entre Téhéran et Ankara s'étaient considérablement améliorées depuis l'accession au pouvoir en Turquie, en 2002, du Parti pour la justice et le développement (AKP) d'obédience islamiste. L'occupation américaine de l'Irak l'année suivante renforce la tendance à la coopération, portant « des fruits non seulement dans les domaines économiques et énergétiques mais aussi sur les plans sécuritaire et politique »⁸⁹. Or la Turquie est devenue aujourd'hui un des fers de lance de l'opposition internationale au régime syrien : elle accueille les insurgés syriens et abrite leurs réunions, et elle s'est mise sur le pied de guerre pour faire face aux débordements militaires du conflit voisin, obtenant en décembre 2012 des États-Unis le déploiement de deux batteries de missiles Patriot sur sa frontière avec la Syrie⁹⁰. Ainsi, progressivement, Ankara se retrouve sur une ligne totalement opposée à celle de Téhéran sur le dossier syrien, primordial pour l'une et l'autre puissance. À l'opposé, la Turquie se retrouve sur la même longueur d'onde que l'Égypte post-Moubarak, que Téhéran risque par contre de s'aliéner en raison de son attachement à Assad. En effet, la chute du régime Moubarak avait ouvert la possibilité d'une reprise des relations avec la République islamique et nombre d'acteurs régionaux et internationaux avaient craint un moment la genèse d'un axe entre Téhéran et le Caire. Or, à l'occasion du sommet des non-alignés qui s'est tenu en Iran en août 2012, Morsi, le nouveau président égyptien issu des Frères musulmans a certes tenu un discours d'ouverture à l'égard de ses hôtes mais il a aussi librement dénoncé le « régime oppressif » syrien⁹¹. Par la suite, les signaux émis par le nouveau pouvoir égyptien ont semblé indiquer qu'un resserrement des liens avec Téhéran dépendrait d'une prise de distance de ce dernier par rapport à

la Syrie et d'une coopération en vue d'un arrêt du bain de sang. Faute de quoi, l'Iran pourrait gaspiller l'opportunité offerte par le changement de régime en Égypte en termes de désenclavement politique. Mis bout à bout, tous ces facteurs révèlent un Iran à contre-courant, qui encourt le risque d'aggraver sa mise en quarantaine régionale pour maintenir une alliance avec un régime dont il est difficile d'imaginer la survie à terme. En outre, se pose la question des conséquences de la politique de l'Iran sur ses relations futures avec un éventuel nouveau régime issu de l'insurrection. Et déjà, parmi les conséquences observables, l'Iran, dont l'image avait déjà été sérieusement écornée par la répression violente du « mouvement vert » qui s'était mobilisé pour contester la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009, semble avoir perdu toute aura auprès des foules arabes. Les slogans scandés dans les rues du Caire pendant la visite de Hanijeh en février 2012 étaient à cet égard assez illustratifs puisqu'ils exprimaient un rejet de l'Iran et même du Hezbollah⁷².

Ce dernier, pendant longtemps champion de la résistance à Israël et fossoyeur de la dissuasion de l'État hébreu, voit donc aussi son image écornée et sa popularité en berne, tant dans le monde arabe qu'auprès des insurgés syriens. L'abandon par Hassan Nasrallah d'une rhétorique traditionnellement orientée vers la défense des opprimés au profit de considérations relevant de la stratégie militaire entame d'autant sa stature⁷³. Mais c'est son implication directe dans le conflit civil syrien qui est sans doute la plus dommageable pour le parti, les armes de la résistance étant supposées n'être tournées que vers l'ennemi israélien. Or, non seulement le Hezbollah est soupçonné de fournir entraînement et aide logistique au gouvernement syrien, mais de multiples indices étayaient les accusations selon lesquelles nombre de ses militants se battaient aux côtés de l'armée syrienne⁷⁴. Certes, d'une certaine manière le Hezbollah est engagé dans une lutte existentielle puisque la perte de son allié syrien signifierait la rupture de son approvisionnement en armements et donc, à terme, l'érosion de sa capacité de dissuasion vis-à-vis d'Israël et l'affaiblissement de sa position dans le rapport de forces intra-libanais. Néanmoins, sa politique actuelle est onéreuse à plus d'un titre.

Premièrement, et à l'instar de l'Iran, il risque de se trouver bien isolé sur la scène régionale, d'autant plus que le ton ne cesse de monter entre lui et l'Armée syrienne libre qui menace de porter le conflit au cœur même de la banlieue sud de Beyrouth⁷⁵. Sachant le soutien dont bénéficie désormais l'opposition syrienne, reconnue en décembre 2012

par plus d'une centaine d'États, le Hezbollah pourrait bien être à l'avenir complètement isolé. Sur le plan interne, le bilan est également lourd. Si les différentes forces politiques tentent de maintenir le territoire libanais en dehors du conflit, elles ont exporté leur lutte en Syrie. En effet, si le Hezbollah se bat aux côtés des forces loyales au régime, d'autres parties sont impliquées, elles, dans un soutien aux insurgés allant de la fourniture d'armes et de fonds à une participation directe aux combats⁷⁶. Cette situation exacerbe les risques de conflagration interne au Liban, notamment sur le mode confessionnel ainsi qu'en attestent les troubles, récurrents entre sunnites et alaouites, dont Tripoli est le théâtre depuis le début de la crise syrienne. D'où, bien sûr, des interrogations sur le bien-fondé de la politique du Hezbollah – et de ses adversaires – par rapport à la préservation de la paix au Liban et à la place future des chiites qui pourraient subir un jour le contrecoup des excès du parti supposé défendre leurs intérêts. Au sein de la communauté chiite elle-même, des voix émergent pour contester le Hezbollah : de simples citoyens, des figures indépendantes dont certaines se sont unies au sein d'un Rassemblement civil libanais, voire même des dignitaires religieux à l'instar du cheikh Hani Fats qui estime qu'il existe au sein de la communauté des « vellétés de créer un nouveau mouvement, moins sectaire, plus modéré »⁷⁷. Sur un autre plan, plusieurs indices ont suggéré au cours de l'été 2012 une mise au défi du Hezbollah en interne : arrestations et saisie d'armes au sein du clan des Mogdad, proche du Hezbollah, pour son implication dans une série de kidnappings visant des ressortissants étrangers comme monnaie d'échange pour la libération d'un des leurs à Damas ; arrestation puis inculpation par les autorités de Michel Samaha, ancien ministre notoirement proche d'Assad, pour tentatives d'assassinat de personnalités politiques et religieuses ; à Saïda, Ahmad Al-Assir, cheikh sunnite radical a fait bloquer par ses ouailles l'axe de la ville menant vers le fief méridional du Hezbollah, réclamant le désarmement du parti sans que ce dernier ne réagisse⁷⁸. En somme, le Hezbollah est en train de perdre son cordon ombilical militaire, son capital de popularité, et sa primauté dans les équilibres internes. Plus récemment encore, l'implication pleinement revendiquée par le Hezbollah dans la bataille de Qousseir aux côtés de l'armée syrienne est venue conforter toutes ces tendances. Le Parti de Dieu a cette fois ouvertement jeté dans la bataille plusieurs milliers de combattants – dont plusieurs centaines seraient tombés – risquant des tensions exponentielles au Liban. Celles-ci se sont traduites notamment par un regain des hostilités armées à Tripoli, des tirs sans précédent de roquettes sur des fiefs du parti dans la banlieue sud de Beyrouth, la

Bekaa et même la ville de Baalbek. Critiqué de toutes parts, y compris par les témoins de la communauté internationale, ceux de la Ligue des États arabes et ses opposants au Liban, le Hezbollah se trouve dans une situation d'isolement sans précédent. Il commencerait à le devenir aussi très sérieusement au sein de sa propre communauté ainsi que le suggère Cheikh Abbas Jawhari, président d'une organisation chite (Rassemblement des ulémas libanais), qui estime que le parti « perd du terrain dans la communauté chite depuis qu'il participe aux combats en Syrie »⁹⁹.

Conclusion

Le diagnostic relatif à la capacité de projection iranienne au Levant semble donc, fin 2012, extrêmement pessimiste. Ce qui reste de l'axe que l'Iran avait réussi à cultiver et à préserver depuis le début des années 1980 apparaît bien isolé dans la région, d'autant plus qu'il ne lui est plus loisible de jouer sur le registre israélo-arabe, passé au deuxième plan avec les bouleversements apportés par le « printemps arabe » en général et la guerre syrienne en particulier qui, faut-il insister, risque d'allumer plusieurs feux, à la frontière avec la Turquie et Israël, au Liban, voire même en Irak en raison de la problématique kurde. Conjuguée à l'impact des sanctions adoptées par la communauté internationale dans le cadre du bras de fer relatif au programme nucléaire de la République islamique, la conjoncture actuelle semble indiquer que la capacité d'influence de l'Iran est en train de se réduire. Ainsi qu'il a été longuement étayé, l'Iran est en train de perdre les points d'ancrage de la projection de sa puissance militaire : le Hamas a fait défection ; ce qui reste du régime syrien est empiété dans une guerre fratricide qui mènera probablement à son effondrement ou, à défaut, le laissera complètement impotent au niveau militaire ; quant au Hezbollah, s'il conserve à court terme le bénéfice de son arsenal, il est appelé à perdre sa marge de manœuvre militaire et sa capacité de dissuasion puisqu'il ne pourra vraisemblablement plus compter sur les voies de passage syriennes pour réarmer et moderniser son matériel. Mais l'Iran est également en train de perdre les points d'ancrage de son *soft power* en raison de son soutien et de celui de ses alliés libanais à Assad. Leur image de champions de la cause palestinienne et de la lutte contre les puissances hégémoniques est considérablement ternie par les atrocités commises en Syrie. En outre, maints aspects de ce conflit et des mobilisations qu'il suscite dans la région se prêtent à une lecture sectaire opposant chiisme et sunnisme. Cela vient nourrir une méfiance

accrue à l'égard de l'Iran dont le modèle, qui repose sur le clergé chite, ne suscite l'intérêt d'aucune des forces politiques, même islamistes, qui ont émergé dans la foulée du printemps arabe. Bien au contraire, c'est le modèle turc qui semble être la référence du jour¹⁰⁰.

Au vu de tous ces éléments, il paraît difficile d'entrevoir actuellement comment l'Iran pourra reconstruire de nouveaux relais significatifs au Levant au regard de la rancœur qu'il a suscitée dans cet espace. Bien évidemment, tout n'est pas dit. Nombre de développements peuvent intervenir dans un avenir plus ou moins proche et transformer la posture de l'Iran. Parmi les scénarios possibles, l'on peut évoquer, à un extrême, d'éventuelles frappes israéliennes ou américaines sur l'Iran qui pourraient susciter à travers le monde arabo-musulman une vague de solidarité au profit de Téhéran. Se poserait alors la question de savoir comment l'Iran pourrait transformer ce regain de sympathie en acquis de long terme. À un autre extrême, on peut imaginer une nouvelle révolution en Iran même, qui transformerait son approche régionale et lui permettrait de s'intégrer dans les jeux régionaux de manière moins antagoniste. Entre les deux, une infinité de scénarios sont possibles. Pour l'instant, l'on constate que, sans remettre en cause son soutien à Assad, l'Iran tente de maintenir les ponts ouverts avec ceux qui, dans la région, sont enclins à lui parler. Malgré cela, jusqu'aujourd'hui, il semble que l'Iran soit à un moment charnière qui pourrait bien signaler la perte de tous les acquis des dernières années, d'autant plus que son économie est considérablement affectée par les sanctions internationales de plus en plus sévères. Sa capacité à s'y repositionner dépendra probablement de sa disposition à contribuer positivement à la recherche de solutions à la crise syrienne.

Notes

1. Brown, L. C., (1984) *International Politics and the Middle East: Old Rules, Dangerous Game*. Princeton, Princeton University Press, pp. 3-5.
2. Pour une synthèse des bouleversements liés au Printemps arabe et des enjeux qui y sont liés, voir Aoun, E., (2011) « Du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord : Le temps des révolutions ? » in Fortmann, M., Hervouët, H., et Legault, A., (Éds.) *Les conflits dans le monde 2011*. Laval, Institut québécois des hautes études internationales & Presses de l'Université Laval, pp. 5-46. Pour des perspectives plus détaillées, voir les contributions dans Khader, B., (Éd.) (2012) *Le printemps arabe : un premier bilan*. Louvain-la-Neuve, Paris, Centre tricontinental, Éd. Syllepse.
3. Nye, J., (2004) *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, Public Affairs.

- ⁴ Les contours des zones d'influence française et britannique étaient flous et n'ont abouti à la configuration que l'on connaît aujourd'hui que grâce aux manœuvres des deux puissances coloniales, en rivalité, et celles de leurs clientèles locales, voir Laurens, H., (2012) *La question de Palestine. Tome I, 1799-1922 : l'invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard.
- ⁵ Dans la mesure où la Jordanie, qui a signé un traité de paix avec Israël en 1994, échappe à la dynamique qui sous-tend l'approche iranienne au Levant, elle ne fera pas l'objet de développements spécifiques. Quant à la relation antagoniste entre l'Iran et Israël, elle ne sera traitée que par défaut, dans la mesure où elle contribue à donner sens et à cimenter l'axe entre l'Iran et les acteurs arabes du Levant.
- ⁶ Chiffres avancés par le CIA Factbook
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html> (consulté le 15 novembre 2012).
- ⁷ Voir Halm, H., (1995) *Le chiisme*, Paris, PUF, pp. 149-150. Notons que le dernier recensement officiel datant de 1932, il n'existe que des estimations relatives à l'évolution de la démographie religieuse au Liban. Même si les chiffres divergent dans leur détail, il est admis que la composante chiite est devenue la plus importante numériquement.
- ⁸ Mousa al-Sadr se présentait lui-même comme descendant d'une famille originaire du Jabal Amil au Liban et donc comme étant lié à ce pays. Une façon d'y légitimer son action. Voir Ajami, F., (1986) *The Vanished Imam: Musa al Sadr and the Shia of Lebanon*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 37 et s.
- ⁹ Traboulsi, F., (2007) *A History of Modern Lebanon*, London, Pluto Press, pp. 177-183.
- ¹⁰ Halm, H., *op. cit.*, p. 169.
- ¹¹ Ajami, F., *op. cit.*, p. 174.
- ¹² Goldschmidt, A. & Davidson, L., (2006) *A Concise History of the Middle East*, Boulder, Westview Press, 8^e édition, p. 377 ; Takeyh, R., (2009) *Guardians of the Revolution. Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*, New York, Oxford, Oxford University Press, pp. 36-46. Rappelons que cet épisode n'est pas exempt de manipulations de la part du clan Khomeiny qui cherche alors à conforter son emprise sur la République. Les études les plus récentes tendent à montrer le rôle ambigu d'une partie du haut clergé chiite lors du renversement de Mossadegh. Voir Bayandor, D., (2010) *Iran and the CIA. The fall of Mossadegh revisited*, Basingstoke, New York, Palgrave Macmillan, pp. 150 et s.
- ¹³ Corn, G., (1999) *Le Proche-Orient éclairé. 1956-2000*, Paris, Gallimard, pp. 328-340.
- ¹⁴ Galtung, J., (1988) "The 'Peace Process' Twenty Years Later : Failure without Alternative?" in Yehuda Lukacs et Abdalla M., Batiah (Eds), *The Arab-Israeli Conflict. Two Decades of Change*, Boulder, London, Westview Press, pp. 321-331.
- ¹⁵ Milton-Edwards, B. & Hinchcliffe, P., (2008) *Conflicts in the Middle East since 1945*, New York, Routledge, third edition, p. 18.
- ¹⁶ Azami, E., (2009) *Hezbollah. The story of the Party of God. From revolution to institutionalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 48.
- ¹⁷ Dawn, E., (2004) "The foreign policy of Syria" in Brown C., (Éd.), *Diplomacy in the Middle East. The International Relations of Regional and Outside Powers*, New York, London, I.B. Tauris, p. 177.
- ¹⁸ Selon l'expression de William Quandt citée par Hollis, R., (2004) « The U.S. Role: Helpful or Harmful ? » in Potter L., & Sick G., (Eds.) *Iran, Iraq, and the Legacies of War*, New York, Palgrave Macmillan, p. 198.
- ¹⁹ Cf. Gieling, S., (2006) Iraq vii. Iran-Iraq War in *Encyclopedia Iranica* <http://www.iranicaonline.org/articles/iraq-vii-iran-iraq-war> (consulté le 8 décembre 2012).
- ²⁰ Sur les relations Israël-Iran au cours de la guerre opposant cette dernière à l'Irak, cf. Takeyh, *op. cit.*, pp. 61-69.
- ²¹ Marr, P., (2012) *The Modern History of Iraq*, Boulder, Westview, third edition, p. 193.
- ²² Dawn, *op. cit.*, p. 173.
- ²³ Norton, A., (2007) *Hezbollah. A Short History*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, p. 34.
- ²⁴ Goodarzi, J., (2006) *Syria and Iran. Diplomatic Alliance and Power Politics in the Middle East*, London, I.B. Tauris, p. 76.
- ²⁵ *Ibid.*, pp. 93 et suiv.
- ²⁶ Azami, *op. cit.*, p. 47.
- ²⁷ Salem, P., (1991) "Two years of living dangerously: General Awn and the precarious rise of Lebanon's Second Republic", *The Beirut Review*, (1), 62-87.
- ²⁸ Brown, *op. cit.*, p. 175.
- ²⁹ Norton, *op. cit.*, p. 83.
- ³⁰ Cf. Ansari, A., (2000) *Iran, Islam and Democracy: The Politics of Managing Change*, London, Chatham House, pp. 52-110; Moslem, M., (2002) *Factional politics in Post-Khomeini Iran*, Syracuse, Syracuse University Press.
- ³¹ Takeyh, *op. cit.*, p. 111.
- ³² Cf. Akhavi-Pour, H., (2008) "The Economy" in Curiss, G., & Hoogland, H., (Eds.), *Iran, A Country Study*, Washington DC, Library of Congress, Federal Research Division, p. 145.
- ³³ Selon les chiffres de la U.S. Energy Information Administration http://www.eia.gov/cabs/OPEC_Revenues/Factsheet.html (consulté le 11 décembre 2012). Les chiffres ne sont pas disponibles pour 2012.
- ³⁴ Selon les chiffres compilés par WorldOils (<http://www.worldoils.com/oilprice.php>, consulté le 12 décembre 2012).

- ³⁵ Howard, R., (2007) *Iran Oil. The New Middle East Challenge to America*, New York, London, I.B. Tauris, pp. 26-30.
- ³⁶ Cette mise à l'index, stratégiquement contre-productive et difficile à expliquer, répond aux préférences d'Israël et de ses soutiens américains à Washington qui ont systématiquement pesé de manière à ce qu'aucune occasion de rapprochement entre les deux pays ne soit saisie, ainsi que l'ont montré Mearsheimer, J. et Walt, S. (2007). *The lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, pp. 308-335. Sur les complexités de la relation entre les États-Unis et l'Iran, voir également Hunter, Sh., (2010) *Iran's Foreign Policy in the Post-Soviet Era. Resisting the New International Order*, Santa Barbara, Praeger, pp. 33-77.
- ³⁷ Sur l'évolution des relations entre UE et Iran, cf. Hunter, Sh., *op. cit.*, pp. 78-102. Un des épisodes qui mettent le plus à mal ce dialogue euro-iranien est celui de l'affaire dite du « Mykonos » (1992), relative à l'assassinat du leader du Parti démocratique turc dans un restaurant de ce nom en Allemagne. Dans son jugement (1997), la cour de Berlin avait clairement pointé des responsabilités au plus haut niveau de la République islamique, laquelle avait déjà en amont multiplié les gestes d'intimidation.
- ³⁸ Djailili M.-R., & Therme, C., (2008) "L'Iran en Amérique latine. La République islamique dans le pré-carré américain" *Maghreb/Machrek*, (197), pp. 115-126. Pour l'Afrique et l'Amérique latine, cf. Hunter, *op. cit.*, pp. 226-237.
- ³⁹ Kellner, Th., & Therme, C., (2007) « Les ententes multipolaires de l'Iran. Aspects russe et asiatiques de la politique étrangère de Téhéran » *Politique étrangère*, (4), pp. 875-887.
- ⁴⁰ Eilik, S., (2012) *Iran-Turkey Relations, 1979-2011: Conceptualising the Dynamics of Politics, Religion, and Security in Middle-power States*, Milton Park, Abingdon, Oxon, [England], New York, Routledge, 2012.
- ⁴¹ Parsi, T., (2007) *Treacherous alliance : the secret dealings of Israel, Iran, and the United States*, New Haven, London, Yale University Press, p. 144.
- ⁴² Ward, S., (2008) *Immortal: a military history of Iran and its armed forces*, Washington DC, Georgetown University Press, p. 299.
- ⁴³ Takeyh, *op. cit.*, p. 208.
- ⁴⁴ Takeyh, *op. cit.*, p. 216.
- ⁴⁵ Iran 'supporting Shi'ite groups in Iraq that are killing US troops'. *The Telegraph*, 7 juillet 2012. Il ne s'agit pas ici de souscrire analytiquement à l'hypothèse du « croissant chite » mais de l'analyser comme ressource mobilisée par les protagonistes. D'ailleurs, une recherche relative à ce terme sur la base de données *Factiva* à partir de toutes les sources disponibles en français et en anglais, sur la période 1980-2012, montre qu'il est utilisé pour la première fois vers la fin de 2004.
- ⁴⁶ Corn, *op. cit.*, p. 631. Pour une analyse concise des circonstances et facteurs qui mènent à l'initiative américaine, voir Mansfield, P., (2003) *A History of the Middle East*, London, Penguin Books, second edition, p. 351 et Indyk, M., (1992) "Waterlashed in the Middle East" *Foreign Affairs*, (71) 1, 70-93.
- ⁴⁷ Golan, G., (1992) "Arab-Israeli Peace Negotiations : An Israeli View" in Spiegel S. L., (ed.), *The Arab-Israeli Search for Peace*, Boulder, Lynne Rienner, p. 37.
- ⁴⁸ Sur cet épisode, cf. Parsi, *op. cit.*, pp. 151-156.
- ⁴⁹ Takeyh, *op. cit.*, p. 137.
- ⁵⁰ Ce terme d'instrumentalisation n'est pas tout à fait adéquat dans la mesure où il suggère que le Hezbollah n'est qu'un outil entre les mains de Damas et de Téhéran. Or, dans les faits, il existe une réelle convergence entre l'idéologie et l'agenda du parti et les intérêts de ses deux alliés.
- ⁵¹ Mansfield, *op. cit.*, p. 359.
- ⁵² Aoun, E., (2007) *Une (im)puissance en (dé)construction : L'implication de l'Union européenne dans la recherche d'un règlement de paix au Moyen-Orient*, Dissertation doctorale, IEP de Paris, p. 595.
- ⁵³ Pour une analyse de la crise intérieure libanaise, cf. Karam, K., (2006) « Post-Syria Lebanon: Internal and External Determinants of a Crisis » *The International Spectator*, (2), 51-68.
- ⁵⁴ Zahar, M.-J., & Aoun, E., (2008) « Le Moyen-Orient : guerres larvées et immobilisme politique » in M. Fortmann, M. Hervouet G., & Legault A. (Éds.), *Les conflits dans le monde 2008*, Laval, Institut québécois des hautes études internationales et Presses de l'Université Laval, pp. 182-184.
- ⁵⁵ La guerre a fait, côté israélien, une quarantaine de morts civils, entre 120 et 173 soldats tués et 700 blessés ; environ 60 blindés, plusieurs drones, 5 aéronefs et un bâtiment de guerre ont été détruits. Voir Razoux, P., (2007) *Après l'échec. Les réorientations de Tschad depuis la deuxième guerre du Liban*, Paris, IFRl, Focus stratégique n°2, p. 7.
- ⁵⁶ El Hussein, R., (2010) "Hezbollah and the Axis of Refusal: Hamas, Iran and Syria" *Third World Quarterly*, (5) p. 808.
- ⁵⁷ Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, s'en enorgueillit publiquement (« Lebanon's Hezbollah acknowledges sending drone over Israel : text of speech », *BBC*, 14 octobre 2012).
- ⁵⁸ Jansen, M. I., (2009) *The Political Ideology of Hamas. A Grassroot Perspective*, New York, I.B. Tauris, p. 18. Notons que plusieurs groupes palestiniens nouent également des relations relativement étroites avec l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah, mais le propos se concentrera ici uniquement sur le Hamas en raison de son ascension politique.
- ⁵⁹ Jensen, *op. cit.*, p. 19.

- ⁶⁰ Chehab, Z., (2007) *Inside Hamas. The Untold Story of Militants, Martyrs and Spies*, New York, I.B. Tauris, p. 190.
- ⁶¹ Parsi, *op. cit.*, p. 177.
- ⁶² Chehab, *op. cit.*, p. 141.
- ⁶³ Pour une liste des attentats-suicides, cf. le site du ministère israélien des affaires étrangères (www.mfa.gov.il/MFA/Terrorism+Obstacle+to+Peace/Palestinian+terror+since+2000/Suicide+and+Other+Bombing+Attacks+in+Israel+Sincem.htm).
- ⁶⁴ Cf. Roy, S., (2011) *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton, Princeton University Press, pp. 100 et suiv.
- ⁶⁵ Pour une analyse des conditions ayant rendu l'explosion inévitable, cf. Hass, A., (2000) « Afrikaners Separation means 'Apartheid' » *Palestine-Israel Journal*, (3 & 4), p. 23-30.
- ⁶⁶ El Hussein, *op. cit.*, pp. 811-812.
- ⁶⁷ Azani, *op. cit.*, p. 236 ; El Hussein, *op. cit.*, pp. 811-812. Israël a également accusé le Hezbollah d'être directement mêlé à plusieurs attentats-suicides dans la deuxième moitié des années 2000.
- ⁶⁸ S'il est certain que l'Iran pourvoit le Hamas en aides financières et militaires, l'essentiel du soutien financier que reçoit le parti provient de sources privées et publiques des pays arabes du Golfe (cf. Hunter, *op. cit.*, p. 220).
- ⁶⁹ Par exemple, quelques jours après le déclenchement de la deuxième Intifada, le Hezbollah enlève trois soldats israéliens dans les fermes de Chebaa et la réplique de cette opération en juillet 2006 s'inscrit aussi dans le contexte de l'opération israélienne « Pluies d'été » menée en juin 2006 en représailles de l'abduction par le Hamas d'un caporal israélien.
- ⁷⁰ Cook, J., (2008) *Israel and the clash of civilization: Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East*, London, Pluto Press, p. 44.
- ⁷¹ Sur les effets pervers de la décision du Quartet, cf. le rapport du sous-secrétaire général de l'ONU chargé du processus de paix à l'époque : de Soto, A. (2007) *End of Mission Report* (accessible sur <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2007/06/12/DeSotoReport.pdf>).
- ⁷² Takeyh, *op. cit.*, p. 255.
- ⁷³ Takeyh, *op. cit.*, p. 258.
- ⁷⁴ Cf. Hunter, *op. cit.*, pp. 33-77 ; Mearsheimer & Walt, *op. cit.*, pp. 308-335.
- ⁷⁵ Bachar el-Assad s'affiche avec Ahmadinejad et Nasrallah. *Le Figaro*, 26 février 2010.
- ⁷⁶ Pour une synthèse des événements qui marquent les premiers mois du Printemps arabe, cf. Aoun, E., (2011) « Du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord : Le temps des révolutions ? » in Fortmann, M., Hervouet G., et Legault A., (Éds.), *Les conflits dans le monde 2011*, Laval, Institut québécois des hautes études internationales et Presses de l'Université Laval.
- ⁷⁷ Djalili, M.-R., & Kellner, Th., (2012) *L'Iran et la Turquie face au « printemps arabe ». Vers une nouvelle rivalité stratégique au Moyen-Orient ?* Bruxelles, GRIP, pp. 16-17.
- ⁷⁸ Notons par exemple que peu après la chute de Moubarak l'Égypte autorise deux bâtiments de guerre iraniens à franchir le canal de Suez, du jamais vu depuis la révolution islamique (AFR, « L'Égypte autorise deux navires de guerre iraniens à passer le canal de Suez », *Libération*, 18 février 2011 (<http://www.libération.fr/monde/01012230895-l-egypte-autorise-deux-navires-de-guerre-iraniens-a-passer-canal-de-suez>, consulté le 16 décembre 2012).
- ⁷⁹ « Interview with Syrian President Bashar al-Assad », *The Wall Street Journal*, 31-1-2011.
- ⁸⁰ Sur les narratifs du régime syrien, cf. Dahi, O.S., & Munif, Y., (2011) « Revolts in Syria : Tracking the convergence between authoritarianism and neoliberalism » *Journal of Asian and African Studies*, (4), p. 330.
- ⁸¹ Hamas Severs Ties with Assad, Backs Syrian Revolt. *Reuters*, 24 février 2012.
- ⁸² Iran Supplied Hamas with Fajr-5 missile technology. *The Guardian*, 21 novembre 2012.
- ⁸³ Il n'est pas encore certain qu'il s'agisse d'une rupture totale et définitive. Notons qu'au moment de la rédaction de cet article, le ton du Hamas était encore monté face à Damas en raison du bombardement du camp de réfugiés palestiniens du Yarmouk (Abbas et le Hamas se déchènent contre le régime de Damas. *L'Orient-Le Jour*, 17 décembre 2012).
- ⁸⁴ Djalili & Kellner (2012a), *op. cit.*, p. 52.
- ⁸⁵ Report: Iran shipping 'tons of weapons,' personnel to Syria via Iraq. *Reuters*, 20 September 2012 : Flow of Arms to Syria Through Iraq Persists, to U.S. Dismay. *The New York Times*, 1^{er} December 2012.
- ⁸⁶ « Syria and Iran's power Calculus » Council on Foreign Relations, entretien avec Karim Sakdarpour, propos recueillis par Bernard Gwertzman, 1^{er} septembre 2011.
- ⁸⁷ Voir sur le rôle de ces pays: Syria's Secular and Islamist Rebels: Who Are the Saudis and the Qataris Arming? *Time*, 18 September 2012: Arms supplies to Syrian rebels dry up amid rivalries and divisions. *The Guardian*, 10 octobre 2012.
- ⁸⁸ Djalili, M.-R., & Kellner, Th., (2012b) « L'Iran dans son contexte régional » *Politique étrangère* (3), p. 530.
- ⁸⁹ Djalili et Kellner (2012a), *op. cit.*, p. 10.
- ⁹⁰ «U.S. to Send 2 Missile Units to Turkey to Deter Syrians» *The New York Times*, 13 December 2012.
- ⁹¹ « Sommet des non-alignés : premier incident diplomatique entre l'Égypte et la Syrie », *Le Monde.fr*, 30 août 2012.

⁹² « 'We are marching towards Syria, with millions of martyrs,' chanted worshippers at al-Azhar, home to one of the Sunni world's highest seats of learning. 'No Hezbollah and no Iran. The Syrian revolution is an Arab revolution.' », cf. Reuters...

⁹³ Le soutien aveugle d'Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, au clan Assad, *Le Monde*, 21 juillet 2012.

⁹⁴ Liban : les militants du Hezbollah combattraient aux côtés du régime syrien, *RFI*, 9 octobre 2012 ; Syrie : les États-Unis blâment le Hezbollah libanais pour son soutien à Assad, *Le Point.fr*, 10 août 2012.

⁹⁵ L'ASL menace de porter le conflit syrien dans la banlieue de Beyrouth, *L'Orient-Le Jour*, 9 octobre 2012.

⁹⁶ En attestent les révélations, début décembre 2012, de Okab Saqr, député du Bloc du futur de Saad Hariri, qui a reconnu avoir participé à des livraisons d'armes aux insurgés syriens et la mort d'une vingtaine de volontaires libanais de confession sunnite partis combattre aux côtés des rebelles (cf. Les chiites libanais ne sont pas tous partisans du Hezbollah, *La Croix.fr*, 9 décembre 2012 ; Menaces d'escalade des familles des islamistes libanais tués en Syrie, *L'Orient-Le Jour*, 14 décembre 2012).

⁹⁷ Propos rapportés dans « Les chiites libanais ne sont pas tous partisans du Hezbollah », *art. cit.*

⁹⁸ Le soutien aveugle d'Hassan Nasrallah... *art. cit.*

⁹⁹ « Le Hezbollah perd du terrain au sein de la communauté chiite... », *L'Orient-Le Jour*, 29 mai 2013.

¹⁰⁰ Pour une discussion sur l'applicabilité de ce modèle turque aux sociétés arabes, cf. Rubin, A., (2012) « Can Turkey's state-religion relationship serve as a model for emerging Arab regimes ? A critical assessment? » *Contemporary politics*, (4), 367-380.

L'Afrique

Nouvel enjeu pour la politique extérieure de l'Iran

Emeline Uwizeyimana

Introduction

L'implantation iranienne en pleine expansion en Afrique se greffe sur une triple logique. D'abord et d'une manière générale, elle correspond à la volonté politique des Nations unies de renforcer la coopération Sud-Sud instituée en 1978¹. Cette dernière est réaffirmée en 2007 comme complètement à la coopération Nord-Sud². Ensuite, elle se greffe sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), au travers duquel l'Afrique reste ouverte aux diverses propositions. En dehors des partenaires classiques, l'Iran est vu comme un choix qui permettra de diversifier les projets et d'élargir les réseaux au-delà de l'offre de la Chine, de l'Inde, de la Turquie...

Enfin, la politique africaine de l'Iran coïncide avec la crise ouverte par son programme nucléaire, ce qui est probablement le facteur le plus important. Les sanctions économiques infligées par les pays occidentaux obligent Téhéran à diversifier ses marchés. En orientant sa politique extérieure vers le continent africain, économiquement Téhéran cherche de nouvelles perspectives et politiquement il tente de contourner ou de bloquer les sanctions à son encontre à travers l'encouragement des votes favorables de ses alliés africains. Cette stratégie d'ouverture à l'Afrique est aussi une manière de rompre l'isolement. Le seizième sommet des pays non-alignés du 30-31 août 2012 à Téhéran en témoigne, puisque l'Afrique compte 54 pays sur 120 membres.

Cependant, la recherche de partenariat semble mutuelle avec des bases solides surtout si l'on tient compte des liens historiques et culturels de longue date entre les deux parties. La question des enjeux